

Extrait du El Correo

<http://elcorreo.eu.org/L-extreme-droite-hondurienne-repasse-a-l-offensive>

L'extrême droite hondurienne repasse à l'offensive

- Les Cousins - Amérique Centrale et Caraïbes -

Date de mise en ligne : mercredi 6 juillet 2011

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le 22 mai, le président hondurien Porfirio Lobo et l'ex-chef de l'Etat Manuel Zelaya, renversé en juin 2009, signaient à Cartagena de Indias (Colombie) l'Accord pour la réconciliation nationale et la consolidation du système démocratique dans la République du Honduras. Leurs homologues colombien et vénézuélien Juan Manuel Santos et Hugo Chávez, qui avaient oeuvré en tant que médiateurs lors des négociations ayant mené à ce dénouement, leur ont servi de témoins.

En permettant le retour dans son pays de M. Zelaya, jusque-là réfugié en République Dominicaine, cet accord a facilité la réincorporation du Honduras au sein de l'Organisation des Etats américains (OEA), survenue le 1er juin et approuvée par la totalité des pays membres, à l'exception de l'Equateur.

Si la fin de l'éloignement de « Mel », comme on appelle familièrement l'ancien chef de l'Etat, a provoqué une vague d'enthousiasme au sein du Front national de résistance populaire (FNRP), la réintégration express et concomitante du pays dans l'OEA y a produit un fort malaise et une évidente confusion.

Au terme d'une assemblée générale réunissant mille cinq cents délégués, les 26 et 27 février, le Front avait publiquement fait connaître ses exigences pour une sortie de crise : le retour en toute sécurité des exilés, dont l'ancien président (alors sous le coup de plusieurs procès montés de toutes pièces après son éviction) ; la non participation à un quelconque processus électoral ; le démantèlement des structures golpistas [1] et le châtement des responsables. Il avait également annoncé l'auto-convocation d'une Assemblée nationale constituante (ANC) « participative et démocratique », pour le 28 juin. Or, avec l'assentiment de M. Zelaya (et de M. Chávez, considéré par le FNRP comme son plus fidèle allié sur la scène internationale), l'Accord de Cartagena ne satisfait que le premier de ces points.

Bénéficiant d'une totale impunité, les organisateurs et bénéficiaires de la rupture constitutionnelle sont toujours incrustés dans les structures de l'Etat et du gouvernement Lobo. La répression n'a pas cessé. « L'Etat de droit est brisé et ses décombres demeurent entre les mains de ceux qui ont promu, accepté et défendu le golpe », s'insurgeait Mme Bertha Oliva, dirigeante du Comité des familles de détenus-disparus du Honduras (Cofadeh), dès le 2 juin, exprimant un sentiment très répandu. « Comment pouvons-nous répondre au peuple qui réclame justice et liberté ? » D'où le malaise latent.

Alors que, depuis le coup d'Etat, ce sont les bases du Front qui, refusant de reconnaître la légitimité des gouvernements de MM. Roberto Micheletti (le putschiste) et Lobo (issu d'élections « illégitimes »), ont affronté et subi la répression, le sentiment a prévalu que le mouvement, en tant que tel, n'avait pu qu'entériner une négociation menée en dehors de lui, par MM. Santos, Chávez, Lobo et Zelaya - un accord de « chefs » laissant le peuple de côté.

Il eût fallu être aveugle ou sourd pour ne pas prendre conscience du sentiment de frustration, et même parfois de colère, régnant à Tegucigalpa. Outre Quito, Caracas (mais peut-être trop tardivement) s'en préoccupa. Le 1er juin, lors de l'Assemblée générale de l'OEA au cours de laquelle le Honduras devait retrouver son siège, le ministre des affaires étrangères vénézuélien Nicolás Maduro ne ménagea pas sa peine, pendant de longues heures, pour que soit inclus, dans la résolution, « un élément ayant à voir avec la lutte contre l'impunité et le respect des droits de l'homme ». Ses efforts n'ayant pas abouti, le Venezuela, sans rejoindre la position très ferme de l'Equateur, votera « pour la réintégration », mais en exprimant des « réserves » [2].

Pour autant, on ne résout pas un problème en le compliquant davantage : conscient d'avoir triomphé de la ligne des putschistes qui refusaient la présence de M. Zelaya au Honduras, le FNRP a retrouvé son dirigeant - le seul, par son charisme, à même de fédérer le mouvement, et donc à lui permettre de possibles futures victoires - et serre les

rangs. Et, M. Zelaya en tête, il dénonce les premiers « accrocs » aux Accords de Cartagena. Car ceux qui ont contesté la légitimation du gouvernement Lobo et le « blanchiment du coup d'Etat » qu'a entraîné de facto le retour au sein de l'OEA n'avaient pas, pour le faire, que de mauvaises raisons.

Depuis cette « normalisation », trois nouveaux paysans ont été assassinés et trois autres blessés par les paramilitaires à la solde des terratenientes [3], dans le Bas Aguán ; un autre est porté disparu depuis le 15 mai. Ces crimes portent le nombre des victimes des sicarios et des forces de sécurité à 32 morts, depuis janvier 2010, dans cette région.

Le 15 juin, M. Enrique Flores Lanza, ex-ministre de la présidence de M. Zelaya, a dû se présenter devant la justice. Membre de la Commission politique du FNRP, exilé au Nicaragua et revenu à Tegucigalpa, le 28 mai, dans le même avion que l'ancien chef de l'Etat, il est accusé d'avoir « détourné » des fonds publics pour mener campagne en faveur de la consultation populaire parfaitement légale que celui-ci voulait organiser, et qui lui a valu d'être renversé. Or, l'un des paragraphes de l'Accord « pour la réconciliation nationale » signé par M. Lobo mentionne « l'engagement assumé par le gouvernement de garantir à l'ex-président Manuel Zelaya, ainsi qu'aux autres ex-membres de son gouvernement, l'exercice de toute leur liberté d'action politique et toutes les garanties envisagées dans la Constitution et les lois du Honduras (...) ». Il est également précisé que ces ex-fonctionnaires, au cas où ils auraient à répondre devant la justice, pourraient exercer leur défense « en liberté ».

Ce 15 juin, le juge Claudio Aguilar a placé M. Flores Lanza en détention à domicile, lui donnant un délai d'un mois pour réunir une caution de 27 millions de lempiras - quasiment un million d'euros -, somme exorbitante, jamais demandée dans le pays à aucun prévenu. Si, au terme de trente jours, il n'a pu présenter cette somme, dont il a déjà précisé qu'il ne peut la payer, il sera placé en détention préventive, dans une prison de droit commun.

Tandis que le FNRP, en tant qu'organisation, demande à la communauté internationale « de se prononcer contre ce nouvel acte arbitraire qui constitue un dangereux sabotage des tentatives de donner une sortie pacifique et politique à la crise vécue depuis le coup d'Etat de 2009 », son coordinateur général, M. Zelaya, dénonce : cette décision de « justice » (institution notoirement impliquée dans le golpe) « viole l'accord signé à Cartagena de Indias ».

Le président Lobo navigue à vue. Son aval au retour de l'ennemi juré a provoqué la fureur des secteurs golpistas. Depuis le début du mois de juin, une campagne médiatique menée en particulier par les quotidiens El Heraldo et La Prensa (propriétés de M. Jorge Canahuati Larach, l'une des figures les plus en vue de l'oligarchie) l'accusent implicitement d'avoir passé « un pacte secret » avec... M. Chávez. L'affirmation repose sur l'interception (par qui ? comment ?) d'un supposé câble destiné à Caracas et relatant une conversation entre le chargé d'affaires vénézuélien à l'ambassade de Tegucigalpa, M. Ariel Vargas, et le chef de l'Etat hondurien, à la mi-mai. Ne niant pas cette rencontre, M. Lobo a précisé qu'elle avait pour objet de demander au président bolivarien la reprise des relations diplomatiques et sa médiation pour que le Honduras rejoigne l'OEA.

Probable candidat du Parti libéral (PL) lors de la prochaine élection présidentielle [4], M. Lucio Izaguirre a appelé les députés du Congrès à organiser immédiatement un référendum « pour savoir si le président Lobo doit ou non continuer à exercer le pouvoir, car il a menti au peuple [en passant un « pacte secret » avec M. Chávez] et qu'un président qui ment à son peuple ne peut continuer dans l'exercice de la présidence [5] ».

Ayant peut-être les « intérêts supérieurs du pays » à l'esprit, mais surtout peu désireux de finir comme « Mel », en pyjama, dans un avion, un petit matin blême, M. Lobo a expliqué que Cartagena « n'a pas pour objet d'éviter l'application de la justice ni de « blinder » des cas de corruption », et que « personne n'est au-dessus de la loi ».

C'est ainsi que, membre à part entière de l'OEA et ayant réintégré avec honneur la « communauté internationale »,

le Honduras compte un éminent prisonnier politique : l'ancien ministre de la présidence Flores Lanza.

[Medelu](#). Paris, 22 juin 2011

[1] De golpe : coup d'Etat.

[2] Lire Patricio Zamorano, « [Honduras : el golpe perfecto \(o lo que pasó este mes en la OEA\)](#) »

[3] Grands propriétaires.

[4] M. Lobo est issu, lui, du Parti national (PN).

[5] El Heraldo, Tegucigalpa, 17 juin 2011.